

**Développement - Migrations - Loi
d'orientation pour le développement
- Pacte mondial pour des migrations
sûres, ordonnées et régulières -
Entretien de M. Jean-Baptiste
Lemoyne, secrétaire d'Etat auprès
du ministre de l'Europe et des
affaires étrangères avec le quotidien
"La Provence" - extraits
(Marseille, 17 décembre 2018)**

Q - Déjà venu à Marseille pour travailler sur le tourisme ou l'équipe de France de l'export, Jean-Baptiste Lemoyne animera ce lundi les assises de la coopération de la solidarité internationale. Le secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères était à Marrakech, la semaine dernière, pour endosser au nom de la France le pacte mondial sur les migrations. Il prépare avec les collectivités, associations et ONG une loi destinée à se donner plus de moyens pour renforcer la coopération. Quel sera l'esprit de la loi ?

R - Cette loi que nous préparons pour 2019 se fait dans un esprit de co-construction. À Marseille, où se trouvent notamment l'Institut de recherche et développement (IRD) et plusieurs organismes de solidarité internationale, la Région Sud est très active. La diplomatie est aussi une affaire de territoires, nous avons beaucoup travaillé sur ce sujet avec Renaud Muselier. L'idée est d'accroître les moyens budgétaires liés à la politique de développement, en les faisant passer de 0,38% à 0,55% du revenu national brut. Dès 2019, nous allouerons un milliard d'euros de crédits supplémentaires, permettant par exemple de multiplier par dix la contribution française au partenariat mondial pour l'éducation. Favoriser la scolarisation des jeunes filles, développer la formation professionnelle et l'entrepreneuriat, tout cela contribue à leur éviter de prendre les "routes de la mort" vers la Méditerranée. Tout est lié.

Q - Vous étiez à Marrakech pour endosser ce pacte sur les migrations sujet à de nombreuses critiques. Qu'en est-il exactement ?

R - Beaucoup de rumeurs et de désinformation ont circulé. Ce pacte, qui n'est pas contraignant, est une boîte à outils dans laquelle peuvent piocher les Etats pour coopérer. Nous sommes dans la responsabilité partagée entre pays d'origine, de transit et de destination des migrants. En rien la souveraineté des pays n'est entamée. Elle est même réaffirmée dans le préambule du Pacte : les Etats sont libres de déterminer leur politique migratoire. Il s'agit plutôt de travailler ensemble pour réguler les migrations, pour lutter contre les filières de passeurs par exemple.

Q - De quels outils ce pacte permet-il de disposer ?

R - L'objectif étant de traiter à la racine les causes de l'immigration, nous nous attaquons aux problèmes éducatifs, économiques et sociaux ou de gouvernance dans les pays d'origine. Cela appelle un engagement et des coopérations accrues. En matière de surveillance des frontières, par exemple, en apportant crédits et technologies, ou pour créer des états civils dignes de ce nom afin de lutter contre la fraude documentaire. Et de la formation. Le Pacte vise des migrations "régulières et ordonnées" pour éviter que ce soit l'anarchie.

Q - Comment expliquer cette levée de boucliers ?

R - Beaucoup trop de rumeurs infondées ont circulé sur les réseaux sociaux et des mouvements politiques ont mis de l'huile sur le feu. Les réseaux sociaux, par leurs algorithmes, enferment en quelque sorte les utilisateurs dans une croyance plutôt qu'ils ne favorisent la discussion et la connaissance. Cela confine au lavage de cerveau. Le risque est d'avoir des communautés, des "tribus", dirait le sociologue Michel Maffesoli, qui ne peuvent échanger dans la sérénité. C'est inquiétant pour les jeunes qui ont besoin d'exercer leur libre arbitre afin de se forger leur propre opinion sur tous les sujets. Et ne se fient pas uniquement aux rumeurs. (...) ./.